**MESSAGE DE SOUTIEN A NICOLAS SARKOZY**

**EN VUE DE LA PRESIDENCE DE**

**L’UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE**

Meymac, le mercredi 26 novembre 2014

Chers Amis de la Droite et du Centre, membres de l’UMP,

Le 29 novembre prochain ou, si un second tour est nécessaire, le 6 décembre, nous, adhérents de l’Union pour un mouvement populaire (UMP), allons choisir notre président.

Ce choix est capital pour la droite et le centre car nous devons, par cette élection et celles permettant le renouvellement de nos instances locales en 2015, clôturer une des périodes les plus sombres de notre mouvement qui a débuté après la défaite de la présidentielle de 2012.

Après la large victoire aux élections municipales nous ayant permis de reprendre la présidence du Sénat et un scrutin aux élections européennes où, dans un contexte très difficile, nous ne nous en sommes pas si mal sortis, nous abordons un cycle politique très important devant permettre à la France d’être, à nouveau, bien gouvernée.

J’ai décidé de soutenir Nicolas Sarkozy pour cette élection à la présidence de l’UMP car il est un homme politique courageux, européen et visionnaire.

Nicolas Sarkozy est un homme courageux.

Ce courage, il l’a sans cesse démontré dans ses prises de positions politiques. Il a présidé notre République dans une période extraordinairement difficile de mai 2007 à mai 2012 et il aura été un capitaine valeureux et compétent au cœur d’une tempête financière, budgétaire, économique et sociale d’une violence inouïe qui a touché non seulement la France mais aussi l’Europe et le Monde.

Naturellement, il a été entouré de ministres de grande qualité et d’une fonction publique de bon conseil : mais c’était toujours lui qui tranchait avec une sorte de génie politique remarquable.

Jamais je n’oublierai cet automne 2008 lorsque les représentants du secteur bancaire l’informent de l’effondrement imminent du système financier européen et qu’il réunit, dans un week-end, les principaux dirigeants de la zone euro avec le Premier ministre britannique, à l’époque Gordon Brown, pour sauver les banques avec l’injection massive de liquidités grâce à la Banque centrale européenne.

Ce courage, il l’a souvent démontré dans son comportement. Ainsi, j’ai été marqué par le drame qui s’est noué à école maternelle de Neuilly en 1993. A l’époque, Nicolas Sarkozy, 38 ans, était maire de Neuilly, ministre du budget et porte-parole du gouvernement d’Edouard Balladur présidé par François Mitterrand. Un ancien chef d’entreprise au chômage, dépressif et ayant fait faillite, armé d’un pistolet d’alarme et d’explosifs, prend en otage une classe de maternelle et son institutrice en exigeant une rançon de 100 millions de francs. Il se fait appeler « human bomb ». Nicolas Sarkozy s’imposera dans la cellule de crise en négociant la sortie des enfants : on le verra sortir de l’école avec un enfant dans les bras. Finalement, le RAID donnera l’assaut en tuant le preneur d’otage.

Nicolas Sarkozy est courageux et il est, et c’est pour moi un critère de décision important, un grand européen.

J’ai été admiratif par la présidence de l’Union européenne du 2 èm semestre 2008 et celle du G20 en 2011 exercées par Nicolas Sarkozy.

En vérité, c’est bien au moment de la présidence française de l’UE que je suis devenu sarkoziste même si, naturellement, je l’ai soutenu en 2007 pour l’accession à la présidence de la République française.

A l’époque, au second semestre 2008, j’étais parlementaire européen et jamais je n’oublierai ces trois séances au Parlement européen lorsque Nicolas Sarkozy, siégeant sur le banc du Conseil, sans document et sans l’assistance d’aucun ministre ni collaborateur, a fait des discours et des analyses d’une grande lucidité, puis a répondu individuellement à toutes les questions des parlementaires européens.

Je n’oublierai jamais cette session du Parlement européen, le 16 décembre 2008, la dernière de la présidence française, lorsqu’il a été ovationné par tous les députés européens debouts tous groupes politiques confondus.

Le bilan de cette présidence française de l’Union européenne a été formidable et a constitué un grand moment de fierté nationale. Les dossiers, sujets et situations traités sont nombreux : la paix pour stopper la guerre entre la Georgie et la Russie, adoption du Traité de Lisbonne après l’échec des référendums aux Pays-Bas et en France, adoption du pacte européen sur l’immigration et l’asile grâce à Brice Hortefeux, alors ministre de l’immigration, adoption du premier paquet énergie-climat dont s’inspirent encore aujourd’hui les chefs d’Etat ou de gouvernement dans la perspective de la conférence de Paris de 2015 sur le climat, accord européen sur le bilan de santé à mi-parcours de la politique agricole commune avec Michel Barnier, alors ministre de l’agriculture, sauvetage de Galileo (le GPS européen) grâce à Jacques Barrot, alors vice-président de la Commission européenne, accord de coopération franco-britannique sur l’industrie de défense, relations franco-allemande, adoption du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l’Union économique et monétaire) (traité dit de la « règle d’or » sur la prévention des déficits publics excessifs et la coordination des politiques économiques) , mise en place d’une gouvernance mondiale avec le G20, etc… etc….

Nicolas Sarkozy a toujours fait la distinction entre l’Union européenne qui a son utilité et la qualité du gouvernement des Etats qui est indispensable pour le bien-être des peuples. Il n’est pas contestable que si les choses vont mal en France actuellement, c’est essentiellement parce que notre pays est mal gouverné et non à cause de l’Europe.

J’approuve sans réserve l’affirmation de Nicolas Sarkozy qui écrit, le 22 mai dernier : *« Je vois un autre grand mérite à l’Europe et, tout spécialement dans la période que nous vivons, elle nous protège des dérives idéologiques de nos gouvernants et des majorités qui les soutiennent*. »

Les plus européens de l’UMP trouveront, parfois, Nicolas Sarkozy sévère avec l’Union européenne. Mais qui peut contester que l’Union européenne doive, comme ses Etats-membres, évoluer et se réformer dans le sens des aspirations des peuples européennes ?. Les peuples européens et les citoyens qui les composent comprennent que, dans un monde qui change et qui ne nous attend pas, la souveraineté ait à s’exercer en partageant des compétences.

Mais les Français n’accepteront jamais que la grandeur de la France se dilue dans un ensemble incertain et, parce qu’ils sont européens, ils sont euro-exigeants et souhaitent des résultats. La posture d’euro-béatitude va à l’encontre de l’idéal européen et, en vérité, se retourne contre le projet européen lui-même car les citoyens sont exaspérés des règles non appliquées qu’il s’agisse de la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des services ou des capitaux.

Nous devons porter à la tête de notre mouvement un grand européen mais qui sera sans concession vis-à-vis de l’Union européenne et, ce, dans l’intérêt même du projet européen.

L’UMP est membre du Parti populaire européen (PPE), très bien présidé par Joseph Daul et au sein duquel j’ai l’honneur de siéger en qualité de membre de l’Assemblée politique. Le futur président de l’UMP va siéger au Sommet des chefs d’Etat ou de gouvernement et des chefs d’opposition de l’Union européenne qui se réuni avant chaque Conseil européen. Je suis impatient de voir Nicolas Sarkozy siéger aux côtés de la Chancelière d’Allemagne, Angéla Merkel et des autres chefs d’Etat ou de gouvernement PPE et des chefs d’opposition dans les Etats que nous ne gouvernons pas, pour préparer le retour de la France dans le concert des grandes nations européennes au lieu de l’affaiblissement désastreux auquel nous assistons aujourd’hui.

Nicolas Sarkozy est courageux, européen et il est, également, visionnaire.

J’ai en mémoire le G20 présidé par Nicolas Sarkozy qui a organisé les prémices d’une gouvernance mondiale avec des objectifs concrets : la sécurité alimentaire, les infrastructures, la protection sociale et le sujet délicat du financement du développement.

Nicolas Sarkozy a été le premier à proposer, de manière concrète, une mondialisation encadrée et régulée. C’est lui qui, dans les traités européens, a fait déclasser la concurrence au rang des moyens en n’étant plus un objectif.

Nicolas Sarkozy a été le premier à travailler, de manière significative, pour imposer l’ancienne idée d’une taxe sur les transactions financières pour financer le développement.

Nicolas Sarkozy a été le premier à dénoncer le fait que tous les Etats du G20 et l’Organisation international du travail (OIT) n’aient pas ratifiés les normes relatives aux minimas sociaux en proposant que les décisions soient prises.

Nicolas Sarkozy a toujours eu comme conviction que les crises, si douloureuses soient-elles, sont toujours l’occasion d’opportunités pour le bien commun des peuples.

Il suffit de relire les extraordinaires discours de la campagne présidentielle de 2012 pour sentir chez lui une forme de dépassement et de vision dont personne ne comprendrait que l’UMP en soit privée.

Il a été le premier à bien expliquer aux jeunes qu’ils devaient prendre leur destin en main et que ceux qui leur disent « c’est trop tôt » seront les mêmes qui, un jour, leur diraient « c’est trop tard ».

Il a expliqué, à longueur de réunions, que nous vivions bien plus qu’une crise : nous sommes en train de vivre la mort d’un monde ancien et l’émergence d’un monde nouveau avec, devant nous, une page blanche à écrire et trois caractéristiques mondiales qui donnent le vertige que provoquent les défis immenses. Ces défis sont, bien sûr, des épreuves, mais également des opportunités pour les peuples les plus travailleurs et audacieux. Ces trois éléments sont la démographie, l’équation énergie-climat et la rareté des ressources naturelles.

Ce changement d’époque fait en sorte que l’économie, le social et l’environnement ne pourront plus se traiter comme cela a été fait, notamment aux XIXè et XXè siècles.

Nicolas Sarkozy a raison lorsqu’il martèle à Nîmes le mardi 5 mai 2009 : « *Nous avons le choix d’être le jouet des évènements ou d’être les acteurs de notre propre histoire. Ou nous nous battons pour les valeurs qui sont les nôtres, pour le modèle de société que nous voulons, pour la croissance dont nous avons besoin ; ou ce sont les autres qui nous imposeront leurs valeurs, leur modèle de société, leurs choix économiques.* »

« *Selon la façon dont nous agirons, nos enfants et nos petits-enfants habiteront un monde vivable ou traverseront un enfer en nous haïssant. Pour leur laisser une planète fréquentable, il nous faut prendre la peine de penser l’avenir, de comprendre d’où il vient et comment agir sur lui* ». explique Jacques Attali dans son livre : « Une brève histoire de l’avenir ».

La situation est d’une extrême gravité tant par les défis auxquels le peuple français est confronté que par une sorte de décadence dans laquelle la gauche nous entraîne que ne mérite pas la France et qui pourrait être irréversible si nous n’y prenons pas garde.

En mai dernier, en pleine campagne des européennes, je me suis réservé un moment de bonheur en réécoutant le discours de Nicolas Sarkozy sur le travail prononcé le 1 er mai 2012 sur la place du Trocadéro : c’est sublime.

Je ne résiste pas à citer Nicolas Sarkozy ce 1 er mai 2012 :

*« Maintenant, cet avenir nous devons le construire.*

*Vous l’aurez compris, le nouveau modèle français que je vous propose n’est pas celui de la jalousie, ce n’est pas celui de l’amertume, qui conduise toujours à rabaisser celui qui s’élève.*

*Ce que je vous propose, ce n’est pas la fermeture, le repliement sur soi, la frilosité, ce n’est pas la haine de soi et la haine des autres.*

*Ce que je vous propose, ce sont des frontières qui nous protègent pour ne plus subir et pour agir.*

*Ce que je vous propose, c’est le contraire du laissez-faire, de l’abandon qui nous ont conduit à toutes les crises que nous avons connues depuis quatre ans.*

*Ce que je vous propose, c’est de refonder la République du mérite, celle de Jules Ferry et du Général De Gaulle.*

*En face, une gauche rattrapée par ses vieux démons. Une gauche dont une partie en appelle déjà à la rue pour faire pression sur l’autre partie sommée d’obtempérer.*

*A quelle revendication le candidat socialiste cédera t-il ? Après avoir vendu les ouvriers du nucléaire pour un accord électoral avec les verts, que vendra t-il d’autre ?*

*Prendra t-il le SMIC à 1700€ ou bien l’interdiction des licenciements ?*

*C’est parce que tout cela est en cause que je vous appelle à un sursaut national.*

*Écoutons encore le Général de Gaulle :*

*« Travailleurs ! C’est avec vous, d’abord, que je veux bâtir la France nouvelle. Quand encore une fois, ensemble, nous aurons gagné la partie, en dépit des excitations des destructeurs et des intrigues des diviseurs, on apercevra tout à coup une nation joyeuse et rassemblée où, je vous en réponds, vous aurez votre digne place. Alors, on verra sortir, des voiles qui le cache encore, le visage radieux de la France ! »*

*C’était le 1er mai 1950 à Bagatelle. Je n’ai pas trouvé qui exprimait mieux ma pensée en cet instant où se joue le destin de la France.* »

\* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \*

Chers Amis de la Droite et du Centre,

Avant de conclure, je voudrais saluer l’action des trois anciens Premier ministres : Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon qui ont assumé la co-présidence transitoire de notre mouvement avec dévouement, efficacité et transparence. J’associe à ce salue, Luc Chatel qui a exercé les fonctions de Secrétaire général dans cette période difficile et l’ensemble du Bureau politique qui a pris les décisions appropriées.

Le 29 novembre prochain, nous allons devoir choisir le président de l’UMP, celui qui sera notre chef.

Autant la Gauche fonctionne avec des idéaux, autant nous, à Droite et au Centre, nous avons besoin d’un chef.

Aujourd’hui, nous devons choisir le meilleur quelque soient nos réserves ou nos états d’âme car c’est l’urgence politique et le désastre que connaît la France qui font en sorte qu’une partie important du destin de la France et de son peuple est, aujourd’hui, entre les mains des adhérents de l’UMP.

Aujourd’hui, quels que soient les immenses qualités des autres candidats, j’ai acquis la conviction que Nicolas Sarkozy est celui qui peut, outre rassembler notre mouvement, être le chef de l’opposition à une gauche qui abîme notre nation et être celui qui peut conduire notre parti pour être un acteur de la reconquête de la grandeur de la France.

Nicolas Sarkozy est le mieux placé pour, à la tête de l’UMP, tout mettre en œuvre pour que la Droite et le Centre ne soient pas absents du second tour de l’élection présidentielle prévue en 2017.

Nicolas Sarkozy est celui qui, en qualité de chef de parti, est en mesure de construire la coalition politique la plus large possible pour gagner 2017 et faire en sorte que la France soit bien gouvernée avec une ambition : la Grandeur de la France et de son peuple.

Ce samedi 29 novembre, dès le premier tour

**VOTEZ et FAITES VOTER**

**NICOLAS SARKOZY**

**Pour la présidence de l’Union pour un mouvement populaire**